

Samedi, dans la matinée, j'ai participé à l'émission de M. Rogers sur le réseau câblé. Dans l'après-midi, j'ai écrit à des commentateurs de journaux. Dans la soirée, j'ai assisté à une manifestation de la Overseas Chinese Women's Association. Il y avait là quelque 500 représentants de la communauté taïwanaise qui assistaient à une sorte de défilé de mode. Dans l'ensemble, les gens à qui j'ai parlé étaient d'avis que le gouvernement s'est engagé dans la bonne voie. Dimanche, dans la matinée, j'ai assisté au petit déjeuner de la B'nai B'rith Covenant qui réunissait 400 ou 500 personnes. Le lieutenant gouverneur de l'Ontario leur a adressé ses meilleures salutations; ensuite, je me suis mêlé à la foule et j'ai rencontré des dizaines et des dizaines de personnes qui, pour l'essentiel, appuyaient la proposition du ministre des Finances (M. Wilson).

Il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit de trois mesures qui forment un tout. Il a formulé son exposé économique en novembre 1984. Il a présenté ensuite un budget en mai 1985, et nous avons maintenant le budget du 26 février. Ces trois étapes cohérentes sont toutes orientées vers la relance économique, après le bilan catastrophique du précédent gouvernement libéral.

En terminant, je tiens à faire savoir que je ne suis pas d'accord avec ce que le député a dit de la façon dont la compression des dépenses et l'augmentation des impôts réduiraient le déficit. Je tiens à dire que la hausse des revenus et la réduction des dépenses vont ensemble réduire le déficit en pourcentage du PNB, ce qui est le meilleur étalon de mesure, de 9.1 à 4.9 p. 100, soit une baisse de 4.2 p. 100. Contrairement à une opinion répandue, c'est la réduction des dépenses qui contribuera surtout à cette énorme réduction du déficit. Une réduction de 3 p. 100 des dépenses en comparaison d'une augmentation de seulement 1.1 p. 100 des revenus, soit un ratio d'à peu près trois à un. C'est l'équilibre satisfaisant que les Canadiens espéraient et qu'ils appuient sans réserve.

M. Langdon: Monsieur le Président, je dois d'abord reconnaître que je n'ai pas assisté à un défilé de mode taïwanais pour savoir que penser du budget. Il est bien possible que Don Mills, où le revenu moyen est bien supérieur à la moyenne nationale, compte des gens qui voient le budget d'un tout autre œil que ceux d'Essex-Windsor. Nous avons organisé un rassemblement communautaire où les participants pouvaient aborder toutes sortes de sujets, y compris le budget. J'ai certes pu dégager des appels téléphoniques systématiques qui ont été placés dans toute la circonscription, d'entretiens que j'ai eus avec des ambulanciers bénévoles du sud de ma circonscription et de conversations tenues lundi matin avec des syndicalistes le message général que le gouvernement leur tombe dessus de nouveau, qu'il s'en prend de nouveau aux contribuables à revenu moyen.

● (1210)

Pour ma part, je crois qu'il y a deux conséquences à tirer de cette réalité. Lorsqu'on examine les chiffres mêmes du budget, la situation est très claire. Les documents mêmes du gouvernement prévoient pour 1987 des recettes fiscales additionnelles de 1.2 milliard de dollars perçues des contribuables canadiens à revenu moyen. En outre, des taxes de vente totalisant 1.05 milliard de dollars s'adressent à ce groupe. Les taxes sur les boissons alcooliques et le tabac augmentent. Si cela ne représente pas grand-chose par rapport au programme fiscal global,

c'est que des diminutions d'impôt sur le revenu des sociétés coïncident avec les hausses d'impôt des Canadiens à revenu moyen.

Tous les Canadiens qui nous regardent peuvent demander par écrit au ministre des Finances ou à n'importe quel député de leur envoyer les statistiques et les brochures qui montrent clairement, par exemple, que comme le taux d'imposition est réduit à compter de 1987, l'impôt sur le revenu des sociétés va baisser de 1.6 milliard de dollars d'ici à 1990. Les statistiques le montrent clairement.

Le fait est que des électeurs à moi m'ont dit en fin de semaine qu'il y avait un déséquilibre au Canada, car le gouvernement demande aux Canadiens moyens et aux familles ordinaires d'assumer une partie beaucoup trop lourde du fardeau. La famille moyenne est prête à assumer une partie du fardeau, mais elle estime que ce qu'on lui demande d'assumer est terriblement exagéré et injuste. Franchement, je suis d'accord là-dessus.

Le président suppléant (M. Charest): Reprise du débat.

L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Commission canadienne du blé)): Monsieur le Président, le discours du député d'Essex-Windsor (M. Langdon) était fort intéressant. Heureusement, les observations faites de ce côté-ci ont peut-être rétabli un certain équilibre dans ce débat.

Nous sommes toujours désolés d'entendre les discours mielleux et hypocrites des néo-démocrates. C'est absolument incroyable.

Le député d'Essex-Windsor a parlé d'expérience. Je siége ici depuis sept ans et le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton) est à la Chambre depuis de nombreuses années. Il a servi le Parlement, sa province et son pays de bien des façons et sans doute n'a-t-il jamais vu un ministre des Finances présenter un budget en disant qu'il avait atteint l'objectif qu'il s'était fixé l'année précédente en ce qui concerne le déficit.

Nous avons hérité d'un déficit qui s'est alourdi d'année en année et pourtant, le ministre des Finances (M. Wilson) a été capable de le réduire à la suite de son exposé financier de novembre 1984, de son budget de mai 1985 et de son nouveau budget de février 1986. Il mérite nos applaudissements pour avoir réussi à atteindre les objectifs qu'il s'était fixés dans les budgets précédents. Les députés d'en face devraient au moins nous reconnaître quelques mérites pour que le débat soit un peu plus objectif. Nous trouvons, pour la plupart d'entre nous, très décourageant de voir l'opposition se contenter de critiquer le gouvernement.

A titre de critique de l'expansion industrielle régionale de son parti, le député d'Essex-Windsor assume de lourdes responsabilités et on aurait pu s'attendre à ce qu'il propose d'autres solutions ou explique pourquoi notre budget lui semble mauvais. Il n'a fait aucune suggestion et se contente de parler d'échec, d'incompétence et de normes non respectées.

Je voudrais vous rapporter les paroles prononcées par le critique des finances de son parti à propos de l'exposé du 8 novembre. Voici ce qu'il a dit: «Nous allons perdre entre 50,000 et 100,000 emplois au cours des mois à venir». Heureusement, le ministre des Finances n'a pas réalisé cette prédiction et au lieu de perdre 100,000 emplois comme le prophétisait le NPD, nous nous retrouvons avec 580,000 nouveaux emplois, ce qui constitue un chiffre record. Le député a ensuite